



**11^e Session de la Conférence des Parties à la
Convention sur les zones humides
(Ramsar, Iran, 1971)**

« Les zones humides : lieux de vie et destinations »

Bucarest, Roumanie, 6 au 13 juillet 2012

Résolution XI.2

Questions financières et budgétaires

1. RAPPELANT les dispositions budgétaires établies dans les paragraphes 5 et 6 de l'Article 6 de la Convention sur les zones humides;
2. PRENANT ACTE AVEC SATISFACTION du paiement rapide, par la majorité des Parties contractantes, de leurs contributions au budget administratif de la Convention et CONSTATANT AVEC PRÉOCCUPATION que plusieurs Parties ont encore des contributions impayées (COP11 DOC.15);
3. PRENANT NOTE AVEC GRATITUDE des contributions financières volontaires supplémentaires apportées par de nombreuses Parties contractantes par l'intermédiaire de leurs Autorités administratives Ramsar et autres organismes, notamment certains organismes d'aide au développement, ainsi que des contributions accordées par des organisations non gouvernementales et par le secteur privé aux activités entreprises par le Secrétariat et SOULIGNANT l'importance de ces contributions volontaires pour le budget non administratif;
4. PRENANT ACTE AVEC SATISFACTION des services financiers et administratifs fournis au Secrétariat par l'UICN, dans le cadre de l'accord de services conclu entre Ramsar et l'UICN et révisé en 2009;
5. CONSTATANT que les Parties contractantes ont été tenues informées de la situation financière du Secrétariat de la Convention par les rapports financiers annuels vérifiés de 2008 à 2011 ainsi que les rapports des réunions de 2009, 2010 et 2011 du Comité permanent qui ont été communiqués aux Parties contractantes; et
6. RECONNAISSANT la nécessité de renforcer les partenariats financiers avec les organisations internationales et autres organismes concernés et d'explorer de nouvelles possibilités de financement par l'intermédiaire de leurs mécanismes financiers conformément aux mandats de ces institutions et à leurs programmes en vigueur;

LA CONFÉRENCE DES PARTIES CONTRACTANTES

7. RECONNAÎT que depuis la 10^e Session de la Conférence des Parties contractantes, en 2008, le Secrétariat a géré les fonds de la Convention avec prudence, efficacité et transparence.
8. EXPRIME SA RECONNAISSANCE aux Parties contractantes qui ont siégé au Sous-groupe sur les finances du Comité permanent durant la période écoulée, et en particulier à la Finlande, qui a présidé le Sous-groupe.
9. DÉCIDE que les *Dispositions relatives à l'administration financière de la Convention* figurant dans l'Annexe 3 à la Résolution V.2 (1993) s'appliqueront *in toto* à la période 2013-2015.
10. DÉCIDE EN OUTRE que le Sous-groupe sur les finances, établi par la Résolution VI.17, continuera de fonctionner sous les auspices du Comité permanent et de remplir les fonctions et responsabilités qui lui ont été assignées dans ladite Résolution.
11. NOTE que le budget 2013-2015 comprend un élément administratif financé par les contributions des Parties contractantes, s'appuyant sur le fait qu'il n'y aura pas de changement fondamental au fonctionnement du Secrétariat en 2013-2015, et un élément non administratif et non financé, dont le financement dépend de contributions volontaires additionnelles et APPROUVE le budget combiné pour la période 2013-2015 présenté dans l'Annexe I en vue de la mise en œuvre du Plan stratégique 2009-2015 de la Convention.
12. AUTORISE le Comité permanent, après consultation de son Sous-groupe sur les finances, à modifier les affectations budgétaires administratives entre les différents postes budgétaires en fonction des fluctuations importantes, positives ou négatives, durant la période, des coûts, du taux d'inflation, des intérêts et du revenu des impôts prévus au budget sans augmenter les contributions des Parties ou les charges payées à l'UICN au-dessus du maximum de 13% prévu au budget.
13. AUTORISE le Comité permanent, après consultation de son Sous-groupe sur les finances, à réviser les priorités et affectations budgétaires non administratives si les Parties et le Secrétariat réussissent à obtenir des fonds volontaires pour ces activités.
14. DÉCIDE que la contribution de chaque Partie contractante au budget administratif (sauf celles qui ne versent que des contributions volontaires) doit être déterminée conformément au barème de contributions des États membres au budget des Nations Unies qui a été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies qui, pour celles qui ne versent que des contributions volontaires, est appliqué à titre indicatif et sauf dans le cas des Parties contractantes qui, en application du barème de l'ONU, pourraient verser au budget de la Convention de Ramsar des contributions annuelles inférieures à CHF 1000, auquel cas leur contribution annuelle sera équivalente à ce montant.
15. EXPRIME SA GRATITUDE aux Parties contractantes d'Afrique dont la contribution était inférieure à CHF 2000 qui ont accepté, à la 10^e Session de la Conférence des Parties contractantes, d'augmenter leur paiement pour atteindre ce montant. La différence entre CHF 2000 et le montant de leur contribution annuelle prendra la forme d'une contribution volontaire spécifiquement attribuée aux Initiatives régionales africaines.

16. PRIE toutes les Parties contractantes de payer leurs contributions au budget administratif dans les meilleurs délais, au 1^{er} janvier de chaque année ou dès que le cycle budgétaire du pays le permet.
17. PRIE INSTAMMENT les Parties contractantes ayant des contributions impayées de redoubler d'efforts pour les régler le plus rapidement possible, afin de renforcer la viabilité financière de la Convention de Ramsar grâce aux contributions de toutes les Parties contractantes et DEMANDE au Secrétariat de prendre contact avec les Parties contractantes ayant des contributions impayées depuis plus de trois ans afin de les aider à définir les options et mesures appropriées pour remédier à la situation et établir un plan de paiement des contributions, et de faire rapport à chaque réunion du Comité permanent et session de la Conférence des Parties sur les activités entreprises en la matière et les résultats obtenus.
18. ENCOURAGE les Parties contractantes, entre autres, à augmenter leurs contributions volontaires supplémentaires pour financer l'important élément non administratif du budget combiné 2013-2015 qui comprend, notamment, les travaux du Groupe d'évaluation scientifique et technique, le Service d'information sur les Sites Ramsar, les Missions consultatives Ramsar, les Initiatives régionales, les Centres régionaux et le Fonds Ramsar de petites subventions.
19. DEMANDE au Secrétariat de continuer de mettre au point de nouvelles approches et de nouveaux outils pour obtenir des contributions financières volontaires supplémentaires pour les projets prioritaires.
20. RÉAFFIRME sa conviction que les programmes de subvention de la Convention, notamment le Fonds de petites subventions, sont très importants pour l'application de la Convention, INVITE les Parties, entre autres, à verser des contributions volontaires supplémentaires pour garantir le fonctionnement efficace de ces programmes, DEMANDE au Comité permanent d'examiner le fonctionnement de ces programmes durant la période triennale et DEMANDE ÉGALEMENT au Secrétariat de faire du Fonds de petites subventions une priorité pour tous les travaux d'appels de fonds.
21. DÉCIDE que le Fonds de réserve :
 - a) parera aux dépenses imprévues et inévitables;
 - b) absorbera les excédents (ou les déficits) du budget administratif;
 - c) s'établira à 6% au minimum et 15% au maximum du budget administratif annuel de la Convention;
 - d) sera administré par le Secrétaire général avec l'approbation du Sous-groupe sur les finances établi par le Comité permanent;

et que cette décision remplace et annule le paragraphe 10 de la Résolution VI.17 (1996).

22. DEMANDE au Secrétaire général de s'efforcer d'augmenter le Fonds de réserve pour la période triennale 2013-2015 conformément à ce budget, de faire rapport chaque année au Comité permanent sur l'état du Fonds de réserve et de demander l'accord de son Sous-groupe sur les finances avant toute utilisation du Fonds.

23. AFFIRME que le budget de la Convention de Ramsar pour la période 2013-2015 ne saurait créer de précédent pour le budget des années suivantes ou de toute autre convention internationale.

Annexe I : Budget combiné pour 2013-2015

Annexe II : Exemples de contributions au budget administratif par les Parties contractantes

Annexe III : Analyse des dépenses inscrites au budget non administratif 2013-2015

ANNEXE I - Budget combiné 2013-2015, en CHF 1000

| | 2013 | | 2014 | | 2015 | |
|--|--------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|
| | Administratif CHF'000 | Non administratif CHF'000 | Administratif CHF'000 | Non administratif CHF'000 | Administratif CHF'000 | Non administratif CHF'000 |
| REVENU | | | | | | |
| i. Contributions des Parties | 3,779 | - | 3,779 | - | 3,779 | - |
| ii. Contributions volontaires | 1,065 | 3,400 | 1,065 | 4,637 | 1,065 | 5,337 |
| iii. Impôt sur le revenu | 225 | - | 225 | - | 225 | - |
| iv. Intérêts | 12 | - | 12 | - | 12 | - |
| REVENU TOTAL | 5,081 | 3,400 | 5,081 | 4,637 | 5,081 | 5,337 |
| DEPENSES | | | | | | |
| A. Cadres supérieurs Secrétariat | 825 | - | 825 | - | 825 | - |
| B. Coordonnateur des partenariats | 311 | 130 | 311 | 130 | 311 | 130 |
| C. Conseillers régionaux et appui | 1,347 | - | 1,347 | 587 | 1,347 | 587 |
| D. Appui aux réseaux d'Initiatives régionales et centres régionaux | 160 | 300 | 120 | 300 | 120 | 300 |
| E. Services scientifiques et techniques | 210 | 635 | 210 | 635 | 210 | 635 |
| F. Communication, documentation, CESP | 506 | 130 | 506 | 130 | 506 | 130 |
| G. Administration/SISR/Web | 754 | 130 | 794 | 130 | 794 | 130 |
| H. Coûts de fonctionnement | 97 | - | 97 | - | 97 | - |
| I. Services au Comité permanent | 85 | 25 | 85 | 25 | 85 | 25 |
| J. Coûts services administratifs UICN (maximum) | 566 | - | 566 | - | 566 | - |
| K. Divers - Fonds de réserve | 75 | - | 75 | - | 75 | - |
| K. Divers- créances douteuses/changes/juridique | 145 | - | 145 | - | 145 | - |
| 1. SISR et base de données FDR | - | 100 | - | 100 | - | 200 |
| 2. Journée mondiale des zones humides | - | 100 | - | 100 | - | 100 |
| 3. Missions consultatives Ramsar | - | 150 | - | 150 | - | 150 |
| 4. Ateliers de planification des activités de CESP | - | 100 | - | 100 | - | 100 |
| 5. Programmes de subventions - FPS/WFF/SSA | - | 1,400 | - | 1,400 | - | 1,400 |
| 6. Réunions régionales | - | 150 | - | 750 | - | 150 |
| 7. Délégués à la COP et Prix Ramsar | - | - | - | - | - | 1,200 |
| 8. Vision/planification stratégique pour 40+ et 2016-2021 | - | 50 | - | 100 | - | 100 |
| DEPENSES TOTALES | 5,081 | 3,400 | 5,081 | 4,637 | 5,081 | 5,337 |
| TOTAL COÛTS SALARIAUX**_ salaires du personnel et coûts de | 3,330 | 260 | 3,330 | 797 | 3,330 | 797 |
| | 66% | 8% | 66% | 17% | 66% | 15% |
| TOTAL FRAIS DE VOYAGE | 165 | | 165 | | 165 | |
| | 3% | | 3% | | 3% | |

** La COP reconnaît que ces budgets de coûts salariaux sont gelés, mais ne souhaite pas réduire les postes budgétaires administratifs pour la période, et que si l'UICN accepte des augmentations de coûts de personnel, les budgets dépassés seront couverts par le Fonds de réserve.

ANNEXE II-EXEMPLES DE CONTRIBUTIONS AU BUDGET ADMINISTRATIF PAR LES PARTIES CONTRACTANTES 2013-2015

| Exemples, fondés sur : | | | | |
|---|---------------------------------|---|---|---|
| Membres au 11.7.12 | | 2013 Contribution budget administratif | 2014 Contribution budget administratif | 2015 Contribution budget administratif |
| Barème des contributions de l'ONU pour 2010-2012* | | CHF | CHF | CHF |
| 1310-00068 | Afrique du Sud | 18,775 | 18,775 | 18,775 |
| 1310-00091 | Albanie | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00001 | Algérie | 6,242 | 6,242 | 6,242 |
| 1310-00026 | Allemagne | 391,002 | 391,002 | 391,002 |
| 1310-00145 | Antigua & Barbuda | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00003 | Argentine | 13,996 | 13,996 | 13,996 |
| 1310-00002 | Arménie | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00004 | Australie | 94,264 | 94,264 | 94,264 |
| 1310-00005 | Autriche | 41,499 | 41,499 | 41,499 |
| 1310-00124 | Azerbaïdjan | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00099 | Bahamas | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00102 | Bahreïn | 1,902 | 1,902 | 1,902 |
| 1310-00006 | Bangladesh | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00149 | Barbade | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00116 | Bélarus | 2,048 | 2,048 | 2,048 |
| 1310-00007 | Belgique | 52,423 | 52,423 | 52,423 |
| 1310-00112 | Belize | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00118 | Bénin | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 131000161 | Bhoutan | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00008 | Bolivie | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00128 | Bosnie-Herzégovine | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00096 | Botswana | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00009 | Brésil | 78,561 | 78,561 | 78,561 |
| 1310-00010 | Bulgarie | 1,853 | 1,853 | 1,853 |
| 1310-00011 | Burkina Faso | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00132 | Burundi | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00115 | Cambodge | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00150 | Cameroun | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00012 | Canada | 156,391 | 156,391 | 156,391 |
| 1310-00146 | Cap-Vert | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00013 | Chili | 11,509 | 11,509 | 11,509 |
| 1310-00014 | Chine | 155,513 | 155,513 | 155,513 |
| 1310-00125 | Chypre | 2,243 | 2,243 | 2,243 |
| 1310-00110 | Colombie | 7,022 | 7,022 | 7,022 |
| 1310-00084 | Comores | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00109 | Congo | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00015 | Costa Rica | 1,658 | 1,658 | 1,658 |
| 1310-00093 | Côte d'Ivoire | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00016 | Croatie | 4,730 | 4,730 | 4,730 |
| 1310-00123 | Cuba | 3,462 | 3,462 | 3,462 |
| 1310-00018 | Danemark | 35,891 | 35,891 | 35,891 |
| 1310-00135 | Djibouti | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00020 | Egypte | 4,584 | 4,584 | 4,584 |
| 1310-00113 | El Salvador | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00155 | Emirats arabes unis | 19,067 | 19,067 | 19,067 |
| 1310-00019 | Equateur | 1,951 | 1,951 | 1,951 |
| 1310-00021 | Espagne | 154,928 | 154,928 | 154,928 |
| 1310-00022 | Estonie | 1,951 | 1,951 | 1,951 |
| 1310-00086 | Ex Rép. Yougoslave de Macédoine | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00064 | Fédération de Russie | 78,122 | 78,122 | 78,122 |
| 1310-00151 | Fidji | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00023 | Finlande | 27,601 | 27,601 | 27,601 |
| 1310-00024 | France | 298,591 | 298,591 | 298,591 |
| 1310-00025 | Gabon | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00094 | Gambie | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00105 | Géorgie | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00027 | Ghana | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00028 | Grèce | 33,697 | 33,697 | 33,697 |

| Exemples, fondés sur : | | | | |
|---|-------------------------------|---|---|---|
| Membres au 11.7.12 | | 2013 Contribution budget administratif | 2014 Contribution budget administratif | 2015 Contribution budget administratif |
| Barème des contributions de l'ONU pour 2010-2012* | | CHF | CHF | CHF |
| 1310-00161 | Grenade | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00029 | Guatemala | 1,365 | 1,365 | 1,365 |
| 1310-00030 | Guinée équatoriale | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00136 | Guinée équatoriale | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00031 | Guinée-Bissau | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00032 | Honduras | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00033 | Hongrie | 14,191 | 14,191 | 14,191 |
| 1310-00138 | Iles Marshall | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00035 | Inde | 26,041 | 26,041 | 26,041 |
| 1310-00036 | Indonésie | 11,606 | 11,606 | 11,606 |
| 1310-00038 | Iran, République islamique d' | 11,362 | 11,362 | 11,362 |
| 1310-00156 | Iraq | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00037 | Irlande | 24,285 | 24,285 | 24,285 |
| 1310-00034 | Islande | 2,048 | 2,048 | 2,048 |
| 1310-00098 | Israël | 18,726 | 18,726 | 18,726 |
| 1310-00039 | Italie | 243,779 | 243,779 | 243,779 |
| 1310-00103 | Jamaïque | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00040 | Japon | 611,032 | 611,032 | 611,032 |
| 1310-00041 | Jordanie | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00153 | Kazakhstan | 3,706 | 3,706 | 3,706 |
| 1310-00042 | Kenya | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00139 | Lesotho | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00087 | Lettonie | 1,853 | 1,853 | 1,853 |
| 1310-00114 | Liban | 1,609 | 1,609 | 1,609 |
| 1310-00137 | Liberia | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00119 | Libye | 6,291 | 6,291 | 6,291 |
| 1310-00043 | Liechtenstein | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00044 | Lituanie | 3,170 | 3,170 | 3,170 |
| 1310-00045 | Luxembourg | 4,389 | 4,389 | 4,389 |
| 1310-00111 | Madagascar | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00085 | Malaisie | 12,338 | 12,338 | 12,338 |
| 1310-00097 | Malawi | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00046 | Mali | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00047 | Malte | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00048 | Maroc | 2,828 | 2,828 | 2,828 |
| 1310-00127 | Maurice | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00049 | Mauritanie | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00050 | Mexique | 114,892 | 114,892 | 114,892 |
| 1310-00104 | Monaco | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00106 | Mongolie | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00154 | Monténégro | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00140 | Mozambique | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00142 | Myanmar | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00090 | Namibie | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00051 | Népal | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00101 | Nicaragua | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00054 | Niger | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00122 | Nigéria | 3,804 | 3,804 | 3,804 |
| 1310-00055 | Norvège | 42,475 | 42,475 | 42,475 |
| 1310-00053 | Nouvelle-Zélande | 13,313 | 13,313 | 13,313 |
| 1310-00076 | Ouganda | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00129 | Ouzbékistan | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00057 | Pakistan | 3,999 | 3,999 | 3,999 |
| 1310-00134 | Palaos | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00056 | Panama | 1,073 | 1,073 | 1,073 |
| 1310-00058 | Papouasie-Nouvelle-Guinée | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00089 | Paraguay | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00052 | Pays-Bas | 90,460 | 90,460 | 90,460 |
| 1310-00059 | Pérou | 4,389 | 4,389 | 4,389 |
| 1310-00060 | Philippines | 4,389 | 4,389 | 4,389 |
| 1310-00061 | Pologne | 40,378 | 40,378 | 40,378 |

| Exemples, fondés sur : | | | | |
|---|----------------------------------|---|---|---|
| Membres au 11.7.12 | | 2013 Contribution budget administratif | 2014 Contribution budget administratif | 2015 Contribution budget administratif |
| Barème des contributions de l'ONU pour 2010-2012* | | CHF | CHF | CHF |
| 1310-00062 | Portugal | 24,919 | 24,919 | 24,919 |
| 1310-00107 | République arabe syrienne | 1,219 | 1,219 | 1,219 |
| 1310-00148 | République centrafricaine | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00100 | République de Corée | 110,210 | 110,210 | 110,210 |
| 1310-00121 | République de Moldova | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00092 | République démocratique du Congo | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00131 | République dominicaine | 2,048 | 2,048 | 2,048 |
| 1310-00133 | République kyrghyze | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00159 | République populaire lao | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00017 | République tchèque | 17,019 | 17,019 | 17,019 |
| 1310-00120 | République-Unie de Tanzanie | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00063 | Roumanie | 8,631 | 8,631 | 8,631 |
| 1310-00077 | Royaume-Uni | 322,048 | 322,048 | 322,048 |
| 1310-00147 | Rwanda | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00130 | Sainte-Lucie | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00141 | Samoa | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00152 | Sao Tomé-et-Principe | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00065 | Sénégal | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00081 | Serbie | 1,804 | 1,804 | 1,804 |
| 1310-00143 | Seychelles | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00117 | Sierra Leone | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00066 | Slovaquie | 6,925 | 6,925 | 6,925 |
| 1310-00067 | Slovénie | 5,023 | 5,023 | 5,023 |
| 1310-00144 | Soudan | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00069 | Sri Lanka | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00071 | Suède | 51,887 | 51,887 | 51,887 |
| 1310-00083 | Suisse | 55,105 | 55,105 | 55,105 |
| 1310-00070 | Suriname | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00126 | Tadjikistan | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00072 | Tchad | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00108 | Thaïlande | 10,192 | 10,192 | 10,192 |
| 1310-00088 | Togo | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00073 | Trinité-et-Tobago | 2,146 | 2,146 | 2,146 |
| 1310-00074 | Tunisie | 1,463 | 1,463 | 1,463 |
| 1310-00158 | Turkménistan | 1,268 | 1,268 | 1,268 |
| 1310-00075 | Turquie | 30,088 | 30,088 | 30,088 |
| 1310-00095 | Ukraine | 4,243 | 4,243 | 4,243 |
| 1310-00078 | Uruguay | 1,317 | 1,317 | 1,317 |
| 1310-00079 | Venezuela | 15,312 | 15,312 | 15,312 |
| 1310-00080 | Viet Nam | 1,609 | 1,609 | 1,609 |
| 1310-00157 | Yémen | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1310-00082 | Zambie | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| | | 3,778,744 | 3,778,744 | 3,778,744 |
| Autres contributions | | | | |
| 21371-0001 | Etats-Unis d'Amérique** | 1,065,799 | 1,065,799 | 1,065,799 |
| | | | | |
| TOTAUX | | 4,844,543 | 4,844,543 | 4,844,543 |

* Le barème révisé de l'ONU sera appliqué dès publication.

** Comme avant, 22% du total des contributions des Parties

**Annexe III : Analyse des dépenses inscrites au budget non administratif
2013-2015**

| | Élément du budget non administratif | Financement nécessaire sur trois ans en CHF |
|---|-------------------------------------|---|
| 1. Responsable junior des partenariats/appels de fonds pour soutenir le Coordonnateur des partenariats et mettre en place l'unité. Il pourrait s'agir du JPO ou autre. | B | 390 000 |
| 2. Un Responsable régional pour soutenir chacune des quatre équipes régionales au sein du Secrétariat, à compter de 2014. Il pourrait s'agir du JPO. | C | 1 174 000 |
| 3. Appui au réseau des Initiatives régionales et Centres régionaux. Financement pour les activités prioritaires. | D | 900 000 |
| 4. Programme de travail du GEST pour la période 2013-2015 (stratégies 1.1, 1.2, 1.4, 1.5, 1.6, 1.7, 1.9, 2.5, 3.1), y compris le projet GWOS (Système mondial d'observation des zones humides), (mais à l'exclusion du projet SISR (Service d'information sur les Sites Ramsar) mentionné au point 8 ci-dessous). | E | 1 905 000 |
| 5. Cadre junior au poste de webmaster/responsable des médias sociaux en appui à l'équipe en charge de la communication. | F | 390 000 |
| 6. Responsable informatique chargé, entre autres, d'introduire les mises à jour sur le site web et le logiciel de gestion de la documentation, de permettre la participation à InforMEA et d'appuyer d'autres activités de gestion des bases de données et de mises à jour. Également chargé d'encadrer le projet de refonte du SISR et de la base de données électroniques sur les Sites Ramsar. | G | 390 000 |
| 7. Services d'interprétation pour les réunions des sous-groupes du Comité permanent. | I | 75 000 |
| 8. Investissement dans le système de soumission en ligne des FDR (Fiches descriptives Ramsar) et dans le logiciel et les processus liés au SISR. | 1 | 400 000 |
| 9. Maintien de la Journée mondiale des zones humides (actuellement financée par Danone) au niveau actuel, c.-à-d. préparation et diffusion de produits comme des brochures et des affiches et d'autres matériels de CESP à adapter et promotion de la Journée mondiale des zones humides (stratégie 4.1). | 2 | 300 000 |
| 10. Financement de Missions consultatives Ramsar d'urgence pour des Parties qui ne peuvent pas autofinancer leurs missions (stratégies 2.4, 2.6) | 3 | 450 000 |
| 11. Organisation d'un atelier de plan d'action de CESP et d'autres actions de CESP pour soutenir les activités de CESP financées par le budget administratif (stratégie 4.1), | 4 | 300 000 |
| 12. Financement de CHF 1 million par an pour alimenter le Fonds de | 5 | 4 200 000 |

| | | |
|---|-----|------------|
| petites subventions et de CHF 400 000 pour d'autres subventions afin de maintenir les trois programmes de subvention actuels opérationnels (en appui à plusieurs stratégies 2009-2015, dont les stratégies 1.3 et 5.1). | | |
| 13. Financement de réunions régionales annuelles (techniques) à renforcer dans l'année précédant la COP afin de financer la participation des délégués et les frais des réunions régionales préparatoires de la COP. | 6 | 1 050 000 |
| 14. Financement de délégués parrainés éligibles pour la COP12 en 2015 (stratégies 3.3, 4.2). | 7 | 1 200 000 |
| 15. Financement pour terminer le processus de vision 2016-2021 et de Plan stratégique 2016-2021, avec une participation importante des Parties contractantes et autres acteurs pertinents pour 2016-2021 | 8 | 250 000 |
| | | |
| | CHF | 13 374 000 |